

ARRETE MUNICIPAL

PORTANT SUR LE STATIONNEMENT

DG/FNV 2024.T708

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE sur MER**,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2213-1 et suivants,
Vu les articles du Code de la Route,
Considérant la demande de l'entreprise **EGIDE Maître d'Œuvre** en date du 27 Septembre 2024 chargée par CITYA COTE FLEURIE Syndic de copropriété d'effectuer des travaux de ravalement de façade (DP 014 715 24U0065 décision du 22 Avril 2024) **rue Saint-Michel**, pour l'immeuble du 22 rue de la Plage à Trouville-sur-Mer.
Considérant le constat de la Police Municipale en date du 09 Décembre 2024 et la demande de **prolongation** de l'entreprise EGIDE Maître d'œuvre reçue le 11 Décembre 2024.
Considérant qu'il convient pour des raisons de sécurité de réglementer le stationnement **rue Saint-Michel**.

ARRETE

Article 1 : L'entreprise **EGIDE Maître d'Œuvre** est autorisée à prolonger la mise en place d'un échafaudage tubulaire de 15 ml x 1,50 m (soit 22,50 m²) sur le trottoir au droit de la façade **rue Saint-Michel de l'immeuble du 22 rue de la plage**. Un balisage et une protection devront être mis en place par l'entreprise pour éviter tout risque d'accident avec les piétons.

Article 2 : Le stationnement sera interdit sur **2 places** (soit 10 ml x 2 = 20 m² d'emprise) au droit de la façade **rue Saint-Michel de l'immeuble du 22 rue de la plage** afin de permettre l'installation de l'échafaudage en toute sécurité, celui débordant du trottoir.

Article 3 : Les dispositions ci-dessus énoncées sont **applicables du Lundi 09 Décembre 2024 au Vendredi 20 Décembre 2024**.

Article 4 : La facturation pour la mise en place d'un échafaudage se fera selon les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 13 Décembre 2023 pour l'année 2024 et à raison de 0,60 € m²/jour jusqu'à 30 jours et de 2,65 € m²/jour au-delà de 30 jours. **Un titre de recette sera émis et présenté à : CITYA COTE FLEURIE – Syndic de copropriété – 4 rue de l'Avenir – 14800 DEAUVILLE (SIRET 751 227 984 00026)**.

Article 5 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire ; **elle sera mise en place 48 H avant l'intervention par l'entreprise EGIDE qui se chargera de son entretien**. Le présent arrêté Municipal devra être affiché par l'entreprise EGIDE de façon visible sur le chantier.

Article 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ; tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

Article 7 : Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, Le 11 Décembre 2024

Le Maire,
Vice-Présidente de la CCCC


Sylvie de Gaetano

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.